

TOCSIN DES ÉLECTEURS

JOURNAL DÉMOCRATIQUE - BONAPARTISTE.

ABONNEMENT

PARIS. DÉPARTEMENTS.
Six mois. . . 1 fr. . . 1 fr. 25.
Un an. . . 2 fr. . . 2 fr. 50.

PARAISANT TOUS LES MOIS.

BUREAU : 18, rue de l'Ancienne-Comédie.

Tarif des Annonces :

La ligne. 50 c.
Réclames. 1 fr.
Faits divers. 1 fr. 50.

AVIS.

Dans le cas où ce journal viendrait à paraître toutes les semaines, ceux qui auraient pris un abonnement d'un an, d'ici au 20 février, continueraient à le recevoir, moyennant une légère augmentation de prix. — Écrire franco et adresser un mandat par la poste.

— Les marchands de journaux sont prévenus que le Bureau est ouvert de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, 18, rue de l'Ancienne-Comédie.

Les ouvrages dont deux exemplaires auront été déposés au bureau du journal, seront annoncés gratuitement.

— BULLETIN THÉÂTRAL. — Nous rendrons compte des pièces nouvelles qui auront une valeur littéraire.

Les numéros suivants contiendront une revue des principaux journaux.

SOMMAIRE

Nota. — Première réponse à M. Guizot. — Fusion nécessaire. — Lettre aux électeurs de la Seine et de l'Oise. — Appréciation universitaire. — L'Assemblée et le ministère. — Le 29 janvier. — Chronique. — Faits divers. — Feuilleton. — Annonces.

NOTA.

On entend par *démocratie* cette forme de gouvernement où le peuple a sa part d'initiative et d'autorité. Or, le suffrage universel a consacré cette forme.

Le titre même de *Journal démocratique-bonapartiste* n'est donc que le reflet de l'état actuel de la société.

FEUILLETON DU TOCSIN DES ÉLECTEURS.

Fragment du poème national sur CHARLES-LE-TÉMIÉRAIRE.

ÉPIQUE DE JEANNE HACHETTE.

Mais quelle est cette jeune et brillante héroïne
Qui semble commander, influence divine !
Al'essaim généreux des femmes de Beauvais ?
Ciel ! quel noble courroux éclate dans ses traits !
Son œil comme un éclair enflamme sa paupière,
Et ses bras vigoureux luttent dans la carrière.
Modernes feux grégeois, flots bouillants, plomb
Ruissellent de sa main sur l'ennemi rendu. [fondu,
Ainsi dans les combats s'illustraient sur la terre
Ces vaillants demi-dieux que nous dépeint Homère.
De l'auguste amazone admirons à jamais
La vertu martiale et les mâles attraits.
La voilà sur la brèche ; un Bourguignon farouche
S'élance furieux comme un tigre qu'on touche :
Il veut sur les remparts arborer son drapeau,
Ou trouver à leur pied un glorieux tombeau.
L'héroïne à son tour, en écumant de rage,
Arrache l'étendard dont la couleur l'outrage,
Renverse le soldat au pied du mur fumant,
Et rayonne d'orgueil et de ravissement !
Aussitôt dans Beauvais éclate l'allégresse,
Autour de l'amazone on accourt, on se presse,
On lui serre les mains, on lui jette des fleurs,
On croit déjà toucher au terme des malheurs ;
Et ce peuple tantôt plongé dans les alarmes,
Au nom des Bourguignons, à l'aspect de leurs ar-
Volant avec bonheur maintenant sur ses pas, [mes,

Première réponse à M. Guizot.

« Si j'avais la main pleine de vérités, disait un philosophe, je ne l'ouvrerais pas. » Ces paroles sentent moins l'égoïsme que le découragement. Socrate condamné à boire la ciguë, Galilée jeté deux fois en prison, les penseurs du moyen-âge brûlés tout vifs, Jésus-Christ lui-même crucifié par l'ordre de l'aristocratie romaine, témoignent assez hautement du danger que l'on court, en se faisant l'apôtre de la vérité. Sans blâmer la prudence de ce philosophe, je ne l'imiterai pas. N'eussé-je déraciné qu'un seul préjugé funeste pendant ma vie, j'entendrais sans effroi sonner ma dernière heure.

C'est donc afin de remplir une sainte mission que je prends la plume aujourd'hui, et non pour éprouver la vaine jouissance de combattre des adversaires politiques. Cette franche déclaration désarmera, je l'espère, toute critique malveillante, et me conciliera la sympathie de tous ceux dont le cœur est assez haut placé, pour sacrifier un intérêt personnel au bonheur et à la gloire de leur patrie.

Un homme illustre comme orateur, et comme historien, mais devenu tristement célèbre par cette politique de résistance qui nous a précipités dans un abîme d'où la main d'un Napoléon peut à peine nous retirer, aspire encore à l'honneur de nous gouverner moralement. Si jadis, aux jeux olympiques de la Grèce, un conducteur de char eût brisé son essieu, et causé un désordre effroyable au milieu de la carrière, se fût-il donné, quelques mois après, en présence des spirituels Athéniens,

pour un habile conducteur ?... C'est là cependant ce que fait parmi nous l'ancien ministre de Louis-Philippe. Les Molières du jour ne feront-ils pas justice de ces incroyables prétentions ?

Pour moi qui, dans les circonstances critiques, n'ai nullement le courage de rire, j'attaque de front la théorie de M. Guizot ; et je n'hésite pas à déclarer que, si le gouvernement la mettait en pratique, il nous conduirait à la guerre civile.

Ce publiciste éminent, mais systématique, divise les Français, dans sa nouvelle brochure, en trois catégories distinctes : les légitimistes, les orléanistes et les démocrates qu'il subdivise eux-mêmes en démocrates purs, et en socialistes ou communistes. C'est là son expression. Mais pourquoi étaler cette division avec tant de complaisance ? Voudrait-il perpétuer parmi nous les dissensions intestines, afin de ressaisir, à la première occasion, le timon de l'État ? Faut-il que les partis soient toujours en présence ? que le camp des Grecs soit constamment assis aux portes des Troyens ? Gardons-nous de le suivre dans ces funestes tendances. Faisons des vœux ardents pour que tous les partis, sous la salubre influence de six millions de voix, finissent par se fondre en un seul, comme tous les glaciers d'une montagne se fondent peu à peu, au retour du printemps, pour ne former qu'un seul fleuve.

Que les anciens royalistes s'exécutent de bonne grâce, et prennent place avec dignité au sein du grand parti national, c'est-à-dire, du parti démocratique-bonapartiste. Celui-là est le seul que feigne de ne pas voir l'éloquent ennemi du progrès. C'est

« D'avoir brisé l'orgueil du plus fier conquérant. »
Alors, levant les yeux vers la voûte azurée,
Chacun cherche à l'envi d'où part la voix sacrée,
Et croit apercevoir deux terribles géants
Se mesurer dans l'air sur les ailes des vents.
L'un franchissait d'un bond la céleste carrière,
Et ses yeux projetaient des gerbes de lumière.
De son glaive de feu qui brillait à sa main
Il pouvait à son gré frapper le genre humain ;
Mais un air de bonté régnant sur son visage
D'une éternelle paix semblait être le gage.
Il rappelait ainsi le Dieu compatissant
Qui ne frappe ici-bas l'homme qu'en gémissant.
C'était l'ange puissant, l'arbitre des batailles
Qui d'un souffle renverse ou défend les murailles.
L'autre à l'œil terne et sombre, à la couleur de fer,
Ressemblait au fantôme évoqué de l'enfer.
Sur sa tête ondoyaient, au lieu de chevelure,
De verdâtres serpents, l'horreur de la nature ;
De sa bouche entr'ouverte, ainsi que les volcans,
S'exhalait la vapeur qui dépeuple les camps ;
Il pouvait de ses mains qu'armait une massue
Au travers des géants se frayer une issue.
Ce spectre affreux était le démon des combats.
Pourtant à son aspect Beauvais ne tremble pas :
La chasse d'Angadresme et la céleste image
Qui plane sur les murs inspire du courage.
Tout Français veut combattre en ce jour glorieux
Le superbe ennemi que réprovent les cieux.

CHARLES SIEURAC.

sans doute parce qu'il absorbe tous les autres. M. Guizot est comme Fontenelle : il aime mieux faire parler les morts que les vivants. En évoquant ainsi les ombres, nous ménagerait-il donc une guerre civile? Il paraît bien que l'hôte incorrigible des Anglais n'est pas appelé à descendre dans la rue, pour combattre les insurrections avec nous, malheureux gardes nationaux que nous sommes! Quoi! il y aurait encore en France plusieurs partis? Je le proclame à l'honneur de la nation, il n'y en a plus qu'un seul : celui des vrais patriotes qui sauront toujours démasquer les traîtres à la patrie!!! O vous tous qui fomentez la guerre civile, ignorez-vous donc qu'une guerre politique ne serait que le prélude affreux d'une guerre sociale? Oui, vos maisons, vos terres et vos châteaux seraient en jeu. Vous maniez des fusils chargés, et qui peuvent éclater dans vos mains!

Si j'ai bien saisi l'esprit de la brochure anti-démocratique, l'auteur voudrait que les conservateurs-bornes triomphassent aux prochaines élections : et cela dans un but facile à deviner. Comme l'exécution de ces téméraires projets rougirait de sang le sol de la France, et la ruinerait complètement, je vais sonner le tocsin, et réveiller tous ceux qui portent un cœur français dans leur poitrine!

A moi donc, nobles débris de la république et de l'empire, à moi, démocrates-bonapartistes, qui, dans les réunions électorales de la Seine, avez naguère accueilli mes paroles avec tout l'enthousiasme de l'espérance! Il s'agit du neveu de l'empereur et du salut de l'Etat!

Une poignée d'aristocrates parcourent déjà les campagnes, pour comprimer l'élan instinctif qui les porte vers l'élu de la nation. Dans leur égoïsme impie, ces hauts et puissants seigneurs voudraient composer la nouvelle Assemblée nationale des éléments les plus incompatibles avec ses tendances généreuses. Les ennemis éternels du peuple ne sauraient en aimer le patron. Aussi brûlent-ils de le briser, pour nous ramener au régime de la corruption et du privilège.

On assiège l'honnête cultivateur. On lui dit effrontément qu'il s'expose à perdre sa propriété, s'il ne vote pas pour tel grand propriétaire, ou tel seigneur de village. Et vous croiriez, habitants des campagnes qui avez si bien manifesté votre intelligence et votre patriotisme par l'élection d'un Bonaparte, vous croiriez que de tels mandataires prendraient vos intérêts? Il n'en serait rien. Vous êtes pauvres, ils sont riches; vous êtes à leurs yeux des roturiers, ils se croient nobles; il y a un abîme entre eux et vous; et jamais ils ne voudront le combler! « Les blancs seront toujours blancs. » Les corrompus seront toujours corrompus!

On prétend qu'il faut de la naissance pour être élu représentant. Mais la naissance donnerait-elle une grande élévation d'esprit et de caractère? Les hommes les plus éminents, dans tous les siècles, n'ont-ils pas même ignoré leur origine? Homère, la plus belle figure de l'antiquité, Charles-Martel, qui donna son nom glorieux à une branche de rois, le pape vénéré qui termina le funeste schisme d'occident, d'Alembert, le savant le plus distingué du dix-huitième siècle, La Harpe le plus célèbre de nos littérateurs, et cent autres illustrations, n'ont connu que par conjecture les auteurs de leurs jours. On disait que Dieu lui-même a voulu confondre par là les vaines prétentions de l'aristocratie!

D'ailleurs, est-il rien de plus capricieux, de plus arbitraire que les distinctions fondées sur les titres et sur la naissance? Au-delà des Pyrénées, il suffit pour être noble de ne pas connaître ses parents; et c'est à Ximènes, au Richelieu de l'Espagne qu'est dû ce règlement si éminemment politique. Tous les

enfants abandonnés sont élevés, en Russie, dans l'établissement que fonda l'impératrice Catherine. De cette école à la fois polytechnique et militaire sortent les savants et les grands capitaines de l'empire. Les états absolus donneraient-ils aux républiques des leçons de philanthropie et de fraternité?

Il faut aussi de la fortune, vous dit-on, comme pour justifier le conseil plus ou moins civique de M. Guizot : « Enrichissez-vous! »

Mais, sous Louis-Philippe, tel pair de France, tel ministre étaient millionnaires; en étaient-ils plus désintéressés et plus moraux? Si l'homme opulent qu'on vous propose avait eu des entrailles pour les malheureux, sa fortune serait moins brillante!

Ne craignez-vous donc pas, MM. les grands propriétaires, d'exciter à la fin l'indignation de ces prolétaires qui forment les neuf dixièmes de la France, et que vous insultez en faisant bande à part, en prétendant n'avoir que des représentants imbus de tous vos préjugés et n'épousant que vos intérêts?

Faut-il vous rappeler cette sentence napoléonienne : « La pauvreté ne sera plus séditieuse, lorsque l'opulence ne sera plus oppressive? »

Mais, sans remonter au chef actuel de l'Etat, un véritable Mécène pour les gens de lettres, l'honorable M. de Salvandy, n'a-t-il pas dit dans une solennité : « Maintenant le monde est réservé au plus digne! » Ces paroles ne sont autres que celles que répondit, il y a vingt-deux siècles, Alexandre mourant à ceux qui le priaient de désigner son successeur. Or, elles signifient sans doute au plus capable et au plus sage. Le maître du monde aurait rougi de dire : « Au plus riche. » C'eût été une insulte au talent qui ennoblit l'homme sur la terre, ainsi qu'à la sagesse qui le défie; c'eût été un blasphème contre le ciel!

Citoyens électeurs, si vous comprenez votre mission, si vous êtes pénétrés de respect pour vous-mêmes, vous donnerez aussi vos suffrages au plus digne et non au plus riche.

Le candidat qui n'est pas orateur, ou qui n'a pas de spécialité; qui n'est ni financier, ni savant, ni lettré, ni publiciste, posséderait en vain des terres, des hôtels, des parcs et des châteaux; il ne sera que l'ombre d'un représentant; et les électeurs qui l'auront nommé n'échapperont pas au ridicule. — Les Etats les plus florissants ont eu pour législateurs, non les Crésus ou les seigneurs de l'époque, mais bien les citoyens les plus éclairés et les plus vertueux. Quand un gouvernement affiche une faveur marquée pour l'aristocratie financière ou nobiliaire, il est à deux doigts de sa perte. M. Guizot fait implicitement l'apologie de la richesse; et, quelques mois plus tard, le front taché du sang des Français, il se voit forcé de s'expatrier avec son maître opulent, sans d'autre cortège que la malédiction du peuple!

Ainsi donc MM. les patriciens, qui vous donnez parfois si bien le mot pour imposer une liste à vos clients, tenez-vous pour avertis : vous amoncellez sur vous des nuages gros de tempêtes. Si le peuple s'aperçoit que vous l'abusez; et que, dans son courroux, il se redresse comme un serpent qu'on foule aux pieds, que deviendront vos privilèges, et peut-être même vos droits acquis? Laissez-le donc voter en pleine et entière liberté. Qu'il ne dise plus avec amertume : « Ce sont les aristocrates qui ont fait nos élections; il ne faut pas s'étonner qu'elles soient si bonnes! »

Si vous ne faussez pas l'esprit de la majorité, si les masses choisissent leurs représentants, sans d'autre guide que ce gros bon sens qui leur sert d'ange gardien, la France est sauvée. C'est là une vérité si frappante, que jamais une nombreuse assemblée n'accueillit mes paroles avec plus de

faveur que le jour où je m'écriai, du haut d'une tribune improvisée : « Honneur au suffrage universel! Cette noble conquête nous soustrait aux dangers de l'anarchie et de ces guerres civiles qui font frémir la terre et le ciel! »

« Jamais gouvernement ne sera plus fort que le nôtre. Les peuples qui subissent les dynasties que les siècles ont consacrées, peuvent être portés à secouer un joug importun qu'ils n'ont pas volontairement placé sur leur tête. Mais nous, qui choisissons notre chef, nous sommes obligés, sous peine d'être la risée des nations, de le soutenir au péril de notre vie. Oui, pour ne pas forfaire à l'honneur, nous sommes tenus de marcher sur les traces des guerriers qui ont illustré l'Empire et la République, et qui savaient si bien mourir en défendant leur drapeau! Aussi, en dépit de ces hommes qui se font un jeu du parjure, nous serons le rempart vivant du noble chef que vient d'élire notre patriotisme, et qui saura, je l'espère, mériter parmi nous, comme Cicéron chez les Romains, le surnom glorieux de père de la patrie! »

Il est une odieuse tactique à laquelle ont recouru certains candidats qui ne sauraient payer de leur personne. Elle consiste à fonder un journal, au moment des élections, pour l'envoyer partout gratuitement. Cette feuille élève ses patrons jusqu'au ciel, et verse le venin de la calomnie sur les candidats que la coterie n'a pas adoptés. Le peuple, dont l'éducation politique se perfectionne journellement, saura, je l'espère, déjouer ces plates intrigues. S'il en était autrement, ce serait une honte que d'être élu! ce serait obtenir un diplôme d'intrigant!

Il doit encore se tenir en garde contre l'influence de quelques délégués. Qu'il ne renonce pas à sa plus belle prérogative. Quand on est pur de cœur et sain d'esprit, on est assez éclairé pour bien choisir soi-même son représentant. En cédant, sans le moindre examen, aux émissaires intéressés qui l'obsèdent, il détruirait tout le prestige qui s'attache à la représentation de la France. — J'ai souvent admiré les Parisiens allant déposer leur vote dans l'urne électorale, avec autant de recueillement qu'un digne magistrat prononce une sentence. Il sent bien, ce peuple de Paris que je suis à même d'apprécier depuis vingt ans, qu'il accomplit alors un acte solennel, qu'il remplit des fonctions sacrées; et que personne n'a le droit de se placer entre Dieu et sa conscience! Sa bonne foi n'est pas longtemps surprise. Il ne vote pas pour un riche propriétaire ou un grand seigneur, à moins qu'il ne sache de bonne source que sa probité, son patriotisme, son dévouement à la cause du peuple, ses talents et la puissance de sa parole, sont au niveau de sa fortune ou de son nom. Je pourrais citer une ville où les grands meneurs des électeurs nouveaux prétendaient, au mois d'avril, en dépit de l'usage de la France entière, qu'il faut être né dans un département, pour avoir le droit d'y être élu. Absurde prétention! M. de Lamartine, et vingt autres, sont-ils donc nés dans plusieurs départements à la fois, eux que plusieurs départements ont élus? Il est vrai que les mêmes chefs de file n'étaient pas à cheval sur leur étrange principe, quand il s'agissait d'un de leurs amis; car ils ont fait passer à cette époque un candidat qui n'est pas originaire de leur département. Espérons qu'ils auront désormais pour tout le monde même poids et même mesure.

Citoyens électeurs, que le souffle inspirateur qui passa naguère sur vos têtes, et qui fit retentir jusqu'au fond de vos âmes le nom national des Bonapartes, y passe une seconde fois, pour vous porter encore les noms de leurs vrais amis. Arrière donc tous ceux qui ont outrageusement combattu cette

candidature, comme tous ceux qui l'ont soutenue avec la criminelle espérance de nous replonger dans les horreurs de la guerre civile! Arrière surtout les hommes inféodés aux vieux systèmes condamnés cinq fois depuis cinquante ans! L'unique moyen de prévenir les révolutions et les sanglantes catastrophes, c'est d'élire des représentants qui, par leur position même, soient les médiateurs naturels entre le riche et le pauvre, et qui laissent au besoin s'infiltrer peu à peu dans nos lois les éléments nouveaux, les idées progressives qui peuvent se concilier avec les vœux de la majorité des Français. Plus de conservateurs endurcis, plus de téméraires utopistes! Qu'il n'y ait que des mandataires prêts à compâtrir aux maux de l'humanité souffrante, et à détacher le glaive que la main de la misère a suspendu sur la tête de l'opulence!

Et vous qui jadis avez brillé sous les drapeaux d'Austerlitz et d'Arcole, racontez, le dimanche, à vos concitoyens, au sortir de la messe du village, les prodiges opérés par l'Empereur. Vos récits animés les toucheront bien plus que les perfides invitations de l'aristocratie; et, quand sera venu le jour de la bataille électorale, ils ne voudront pas envoyer aux Bonapartes des sbires tout prêts à les étouffer! Sentinelles, prenez garde à vous!!!

J'en reviens à l'homme du privilège qui menace la Grèce nouvelle de l'invasion d'un Philippe nouveau; et je déclare que si M. Guizot, loin de dire anathème aux socialistes, du haut de sa grandeur, leur avait adressé des paroles de conciliation et d'espérance, avait cherché à les ramener par le raisonnement, avait enfin consacré son talent à trouver le moyen d'améliorer le sort des prolétaires, il aurait gagné autant de terrain qu'il en a perdu, et fait autant de bien qu'il a fait de mal. Nous ne sommes plus au siècle de Philippe-Auguste, où les violents procédés pouvaient produire de bons résultats! — En résumé, la satire en prose de la démocratie est moins le cri d'alarme que le cri de guerre d'un chef de parti qui s'est fourvoyé, et qui, pour emprunter l'expression oratoire de Massillon, aimerait mieux voir périr l'Etat que de le voir sauvé par d'autres mains que les siennes. Oui, cette plume est un stylet, cette encre est du venin!

Je m'attends aux récriminations calomnieuses des aristocrates; mais je n'en aurai pas moins éclairé ce peuple généreux qui aspire à la lumière. Persuadé que je suis dans le vrai, je me dévoue avec bonheur au salut commun! — Quant au désir, qu'on pourra me supposer, d'arriver à l'Assemblée nationale, je ne m'en défendrai pas. Le département qui me ferait l'honneur insigne de m'élire, trouverait en moi l'intrépide adversaire des abus et des préjugés qui retiennent la société dans les langes de l'enfance. Mais, si je suis oublié, je continuerai sans peine à me livrer à la culture des lettres, et à former une brillante jeunesse que j'aime et dont je me crois aimé!

CHARLES SIEURAC,
Homme de lettres et professeur licencié.

Fusion nécessaire de la démocratie et du bonapartisme.

Au moment où nous allions entretenir nos lecteurs de l'avantage immense qui résulterait, pour la société, de l'alliance intime de la démocratie et du bonapartisme, nous avons entendu battre le rappel. Les devoirs du publiciste nous ayant paru devoir faire place à ceux du citoyen, nous sommes accouru à la voix de la patrie en danger. Dans l'impossibilité de développer aujourd'hui notre opinion, nous empruntons au journal *la Liberté*,

dont les hommes clairvoyants apprécient la ligne politique, une lettre qui reflète assez bien nos principales idées. Mais nous reviendrons sur ce grave sujet au prochain numéro.

Monsieur le rédacteur,

Comme vous le dites si bien aujourd'hui, ou les six millions de suffrages donnés à Louis-Napoléon signifient qu'on a voulu baptiser la République d'un nom de gloire, ou ils signifient qu'en n'en veut pas, qu'on désire la monarchie, l'empire, enfin. S'il n'y a pas d'autre alternative, vous avez raison d'ajouter que ni légitimistes, ni orléanistes ne pourraient applaudir à ce vote. — Mais, répètent-ils sur tous les tons, il y a une alternative que vous omettez: en votant pour Louis-Napoléon, on a voté et contre la République et contre l'Empire. — Contre la République, parce qu'elle est un obstacle à la restauration de la monarchie; contre l'empire, parce que le nom de Louis-Napoléon n'a pas été le but, mais le moyen, et un moyen excellent pour passer aux idées monarchiques, à la monarchie, enfin, inséparable des Bourbons de la branche aînée et de la branche cadette, dont les intérêts ne peuvent plus aujourd'hui être distincts. Ainsi, une dynastie quatre fois chassée de France et par la France doit réduire à néant la famille de Napoléon qui n'a cédé, en quittant le sol, qu'à l'invasion étrangère, malheureuse du même malheur qui a pesé sur nous depuis 1815 et que six millions de suffrages identifient à la cause de la liberté reconquise. La pensée seule à cette nouvelle révolution fait monter la rougeur au front et nous rendrait, si elle avait lieu, l'éternelle risée de tout peuple libre.

Pour conjurer un si honteux avenir, qu'ont à faire les républicains-bonapartistes? Il faut qu'ils ne cessent pas un instant de penser que la France, telle que les traités honteux de 1815 l'ont faite, est divisée en deux grands partis qui n'abandonneront jamais et dont la lutte cause la crise qui nous dévore.

D'un côté est la portion la plus formidable de la nation, la plus nombreuse, celle qui a conservé le souvenir de la souillure de l'invasion étrangère, de l'insolence de la coalition de ne prendre jamais un souverain dans la famille de Bonaparte, qui a été forcée de payer un milliard d'indemnité au parti vaincu sur tant de champs de bataille. Là, se trouvent quelques causes de désunion entre un petit nombre de républicains rouges, de républicains modérés un peu alarmés du prestige du nom de Napoléon, et les bonapartistes républicains qui ont toujours compris que la force naîtrait de l'alliance de la liberté et de la gloire, qu'une république ne pouvait pas vivre en France, si elle laissait à côté et en dehors d'elle une force aussi imposante que celle qui s'attache au nom de Napoléon Bonaparte, aux souvenirs du consulat et de l'empire. Les républicains non bonapartistes commencent à comprendre combien ils ont été malhabiles en essayant de se passer de cette force, en espérant quelques succès sans elle. Les intérêts du peuple et des républicains de toute couleur et les intérêts des bonapartistes sont solidaires. — Depuis 1815, sans cesse d'accord sur ce qu'ils ne veulent pas, pourquoi se diviseraient-ils sur ce qu'il est nécessaire de vouloir pour le salut commun? L'intérêt démocratique est vainqueur, — cela ne fait question pour personne. Il s'agit de garder la victoire. Si tous ceux qui ont les instincts du peuple restent unis; si n'y a pas d'obstacle qu'ils ne puissent vaincre; s'ils se divisent, leur cause est sinon perdue, du moins plus faible qu'avant la révolution de février.

Dans le camp opposé, que voyons-nous! Des légitimistes, des orléanistes nombreux, parce qu'un gouvernement qui a duré dix-huit ans a créé, sinon des affections, du moins des intérêts. A ce parti se rallient un grand nombre de familles qui doivent tout à l'empire, il est vrai, mais que Louis-Philippe, par prudence, et pour lutter contre les légitimistes, avait ralliées autour de lui. Ces familles impériales regrettent la position qu'il leur avait faite et croient la retrouver, et mieux encore, dans une fusion qui, sous les Bourbons, les assimilerait enfin à la plus ancienne noblesse de la monarchie. Quand Louis-Napoléon fait un appel à leurs souvenirs, elles ont toujours des prétextes pour refuser toute espèce de fonctions. A les entendre, et ce n'est un mystère pour personne, il faut retourner à la monarchie, aux Bourbons bien entendu. De ce côté, il y a aussi des divisions; mais un intérêt commun les réunit et contre la République et contre Napoléon. La puissance de ce parti ne vient pas du nombre, mais de la richesse et de la propriété foncière.

Si Louis-Napoléon prend son point d'appui dans ce parti, que je nomme aristocratique, malgré la Constitution, il est sans garantie pour l'avenir; il n'a rien à espérer et tout à craindre. Ce parti ne s'attache jamais qu'à ce qui est fort. Or, il croit que la République est perdue, et que l'empire est impossible. S'allier à lui, c'est donc s'affaiblir du côté du peuple et des intérêts démocratiques et n'avoir aucune espèce de dédommagement pour la force qu'on perd.

Si, au contraire, Louis-Napoléon incline vers le peuple, vers la chaumière, vers ceux qui croient que la République n'est pas l'anarchie, nul doute que d'abord il ne puisse perdre l'appui du parti aristocratique, s'il l'avait; mais quelle compensation! Les intérêts démocratiques, qui ne sont pas l'abolition de la famille, de la propriété, et de toute idée religieuse, en se groupant autour de lui, donnent à son pouvoir une puissance à l'épreuve de tout péril dynastique. Il n'est pas jusqu'à son nom qui, dans les campagnes, ne mette fin aux terreurs

qu'inspire la République. Le laboureur ne se croit pas en république, parce qu'un Napoléon en est le président. Heureuse illusion qu'il faut bien se garder de détruire.

Telles sont, monsieur, les réflexions que votre article de ce jour a fait faire à un bonapartiste-républicain, non pas d'aujourd'hui, mais de la veille et de l'avant-veille. Je vous engage à présenter vos idées sur ce sujet, sous toutes les formes. Quand on est dans le vrai, il faut répéter sans cesse, surtout en France, où la répétition sera toujours, de toutes les figures, la plus éloquente et la plus persuasive.

Un de vos lecteurs les plus constants,

Paris, 25 janvier.

Aux citoyens électeurs de la Seine et de l'Oise qui m'ont fait l'honneur de m'écrire.

Citoyens,

Appréciant les efforts que j'ai faits afin de soutenir, dans quelques départements, la candidature du président de la République, vous me faites l'honneur de m'écrire presque journellement, pour me prier d'appuyer des pétitions. Comme il me serait très difficile de répondre à chacun de vous en particulier; vous me permettez d'emprunter la voie de ce journal, pour vous adresser une réponse collective.

Je vous avouerai, avec cette franchise que vous me connaissez peut-être que je n'ai aucune influence auprès du ministère. C'est un bonheur pour moi néanmoins que vous m'avez distingué parmi les avocats improvisés du neveu de l'empereur.

Patience et courage, citoyens qui m'honorez de votre souvenir. Vous me déclarez presque tous que vous ne m'oublierez pas aux élections prochaines. Je suis profondément touché de cette déclaration, d'autant plus que les démocrates-bonapartistes n'auraient pas sans doute à se repentir de m'avoir confié leurs intérêts qui s'identifient avec ceux de la France entière.

Bien que le pouvoir ne m'ait pas mis à même de vous obliger, ou, pour mieux dire, de rendre une éclatante justice à votre dévouement et à votre patriotisme, ce qui serait le plus ample dédommagement de mes sacrifices, et la plus douce récompense de mes travaux, de cette même voix que vous avez écoutée avec tant de bienveillance, et du fond d'un cœur qui battra toujours aux noms sacrés d'honneur et de patrie, je crie maintenant, comme avant le dix décembre: « Vive Louis-Napoléon Bonaparte! »

CH. SIEURAC.

Appréciations universitaires.

Cette feuille, qui paraîtrait au besoin tous les dimanches, ne sera pas exclusivement politique. Le numéro suivant contiendra un article sur les méthodes et sur les concours universitaires. Suit-on la méthode la plus sûre et la plus prompte, pour bien apprendre les langues anciennes à la jeunesse? Les concours et certains concours d'agrégation trouvent-ils des garanties suffisantes d'impartialité dans la composition des bureaux? Quelles réformes pourrait-on proposer? Telles sont les questions brûlantes que nous discuterons, sans sortir, je l'espère, des limites étroites qui imposent les convenances et le respect de soi-même. Les pères de famille qui se plaignent que l'Université néglige l'éducation ne seront pas fâchés de savoir si l'instruction du moins ne laisse rien à désirer.

L'Assemblée nationale et le ministère.

Puisque les systèmes de philosophie deviennent de jour en jour moins exclusifs, pourquoi les hommes politiques ne se feraient-ils pas également des concessions mutuelles? Ne me demandez pas, au moment où j'entre dans l'arène pour la première fois, si c'est en faveur du ministère ou en faveur de l'Assemblée nationale que je vais rompre une lance. Je ne suis le champion d'aucun de ces deux partis. Mais si je parvenais à trouver un terme

moyen qui pût les concilier, je croirais avoir dignement inauguré mon début dans la presse.

Je vais donc en hasarder un, sans contester à personne la faculté d'en proposer un meilleur.

D'où vient l'animosité qui règne entre le ministère et la moitié de l'Assemblée nationale? animosité qui nous fait parfois redouter un conflit, et qui s'est manifestée surtout à l'occasion de la dernière prise d'armes, pendant que le président de la République sentait le besoin de se retremper dans les flots du peuple? Elle provient de ce que les choix de certains fonctionnaires semblent rappeler ces funestes errements qui précédèrent le mois de juillet 1830, et le mois de février 1848.

Le parti démocratique-bonapartiste, ayant la conscience de ses forces et de son droit, demande à être dignement représenté dans les conseils de la France. Il ne peut abdiquer sans faire douter de son patriotisme, surtout en présence de cette alliance monstrueuse, qu'on appelle philippo-légitimiste, et qu'a si bien dévoilée la dernière élection d'un colonel.

Si donc le ministère se hâtait de prouver, par ses nouveaux choix, que les démocrates-bonapartistes ne seront pas systématiquement tenus éloignés des fonctions politiques, le calme renaîtrait, et l'Assemblée nationale consentirait sans peine à se dissoudre au plus tôt. Les partis extrêmes rejeteront sans doute cette solution conciliatrice d'une question brûlante; mais nous espérons que les hommes d'ordre et de paix se joindront à nous pour la faire accepter.

Le 29 janvier, à deux heures, M. le président de la République est sorti à cheval, en uniforme, accompagné de ses officiers d'ordonnance et suivi d'un piquet de cuirassiers. Une foule d'hommes en blouse entouraient le cortège en criant. Les cris dominants étaient : *Vive la République! Vive Napoléon!*

Somme toute, cette bruyante journée n'a pas été bonne pour les philippo-légitimistes, non plus que pour les rouges-écarlates; et elle prouve, beaucoup mieux que nos commentaires, qu'il n'y a plus en France qu'un seul parti possible : le parti démocratique-bonapartiste, discipliné et régularisé par cet esprit d'ordre et de justice, qui sera toujours comme une tradition de famille chez les Bonapartes.

La lumière commence à se faire, même pour ceux qui ne voudraient pas la voir. Nous ne nous étonnons pas de l'ensemble avec lequel le parti du désordre répand partout des bruits de coups d'Etat, et accuse le gouvernement d'avoir cherché à provoquer un conflit. C'est un système de diversion très bien organisé, aussi bien organisé que paraît l'avoir été le mouvement heureusement prévu et étouffé dans son germe par d'énergiques préparatifs. Nous reproduisons plus bas quelques renseignements précieux qui sont de nature à édifier la population de Paris et le pays tout entier sur les projets des meneurs d'insurrection et sur la sincérité de leurs protestations. Que le mouvement projeté pour la journée de lundi eut de nombreuses et larges ramifications, c'est ce dont il n'est pas permis de douter en voyant les nouvelles qui sont arrivées de plusieurs villes de départements, hier de Périgueux, aujourd'hui encore de Dijon. Quant à Paris, on peut voir ce qui lui

était réservé. Les journaux de la révolution démocratique et sociale félicitent le peuple de Paris sur le calme, le sang-froid et la prudence qu'il a montrés dans la journée de lundi. Il ne s'agit pas du peuple de Paris; il s'agit seulement de cette écume des clubs et des sociétés secrètes qui dans les jours de trouble monte des bas-fonds à la surface, et qui, l'autre jour, en arrivant dans les rues, les a trouvées occupées par la garde nationale, par l'armée et par ces jeunes soldats auxquels les anarchistes avaient fait l'injure de les compter comme auxiliaires. On nous parle de l'indignation de la garde nationale; nous y croyons sans peine, mais nous savons aussi pour qui la garde nationale la réserve. La garde nationale de Paris se souvient des journées de juin; elle aime mieux prévenir qu'avoir à réprimer; elle ne se plaindra point que, par un prompt et énergique appel à son concours et par un salutaire déploiement de forces, le gouvernement et le commandant des forces militaires aient comprimé avant l'explosion des attentats qui auraient replongé la capitale et le pays entier dans des luttes barbares. (Débats.)

Voici ce que contient aujourd'hui la *Gazette des Tribunaux* :

« On annonce qu'au nombre des pièces saisies il en est une qui indiquerait comment devait être organisée la victoire de l'insurrection. Voici quelques-unes des principales dispositions mentionnées sur ce programme révolutionnaire, où se trouvent aussi, dit-on, quelques-uns des noms des membres du comité de salut public :

- « Dissolution de l'Assemblée nationale, établissement d'un comité de salut public ;
- « Annulation de la Constitution ;
- « Emprisonnement de la famille Bonaparte ;
- « Suppression de la liberté de la presse pendant deux ans ;
- « Suspension de la liberté individuelle pendant trois mois pour les épués ;
- « Jugement par une commission de tous ceux, officiers ou magistrats, qui auraient pris part au jugement des transportés ;
- « Etablissement du papier-monnaie pour le remboursement de la rente ;
- « Mise en jugement des ministres depuis 1830 ;
- « Droit au travail ;
- « Dissolution de la garde nationale ;
- « Adoption du drapeau rouge avec le triangle des associations ;
- « Impôt progressif, confiscation des biens de tous les émigrants et de tous ceux qui seraient condamnés révolutionnairement, etc., etc. »

Nouvelles étrangères.

ITALIE. — ROME, 23 janvier. — Hier les élections de l'Assemblée constituante ont commencé au son des cloches du Capitole et au bruit du canon Saint-Ange. Le peuple a procédé à ce grand acte politique avec le calme et la gravité qu'il commande; il se pressait à la porte des collèges électoraux. L'ordre et la tranquillité régnaient. On aurait dit que notre vie politique n'avait éprouvé aucune interruption. Mais cette fois la liberté était sanctifiée par la tradition évangélique; les ministres des autels, mêlés à leurs frères et votant avec eux, donnaient un sublime exemple de l'union entre la démocratie et la religion. On a compté 14,000 électeurs en un seul jour. Comment dire après cela que la Constituante sera l'œuvre d'un parti? Ce parti, c'est tout le peuple romain.

A sept heures du soir, le scrutin a été fermé et les élections continuées au lendemain. Les rues fourmillaient de peuple, et partout retentissaient les cris de : *Vive la Constituante!* On a illuminé au moment du passage des urnes contenant les votes des collèges; la musique était en tête, la garde civique suivait. Les urnes ont été déposées au Capitole. C'était l'avenir de l'Italie qui se consacrait aux gloires de son passé.

CHRONIQUE.

Cette partie de notre journal, vu la gravité des circonstances, a dû être nécessairement négligée. Pouvions-nous observer froidement les ridicules de société, lorsque le sol semblait trembler sous nos pas? Mais nos lecteurs ne perdront rien pour attendre : les ridicules sont toujours là.

Un journal mensuel, dont l'objet doit être, sinon de diriger, du moins de constater et de contrôler l'opinion publique, ne saurait donner ces nouvelles du jour qu'on oublie le lendemain. Nos faits divers ne seront donc que le résumé de ces faits importants qu'il est bon de graver dans sa mémoire.

FAITS DIVERS.

— M. Napoléon Bonaparte vient d'être élu colonel de la 2^e légion (banlieue) à une immense majorité.

— Dans la séance publique du 21 août, l'Athénée du Beauvaisis décernera une médaille d'or, de la valeur de 500 fr., à l'auteur de la meilleure étude sur l'abbé F.-B. Dubos, né à Beauvais en 1670, considéré comme critique, diplomate et historien. Les manuscrits seront adressés franco à M. le docteur Bourgeois, président, à Beauvais.

— L'élection de M. Boulay (de la Meurthe) a ranimé l'espérance des démocrates-bonapartistes, qui forment les cinq-sixièmes de la France, et qui ne sont pas des auxiliaires douteux pour le président de la République.

— On cite une institution du faubourg Saint-Germain, qui, sur six élèves qu'elle envoie en rhétorique au lycée Monge, en comptait cinq au diner de la Saint-Charlemagne.

— Les enfants des citoyens morts dans nos guerres civiles sont admis gratuitement aux cours classiques et préparatoires de M. Charles Sieurac.

— Le président de la République a visité hier matin, vers les 10 heures, le panorama de la bataille d'Eylau; il s'y est rendu à pied, sans escorte, accompagné seulement du colonel Vaudrey, son premier aide-de-camp, et du colonel Langlois, l'auteur du panorama. L'aspect de cette belle page militaire a produit la plus vive impression sur le visiteur, et l'on a pu s'apercevoir qu'il avait au plus haut degré la fibre nationale.

— Il y aura, en 1849, deux éclipses de soleil : la première, le 22 février; la seconde, le 18 août : toutes deux invisibles à Paris.

Cette note est empruntée au journal de Senlis, où nous lisons parfois des articles très-remarquables. Une feuille, pétillante d'esprit, mais un peu vindicative, en a cité un au mois de novembre.

Rédacteur-gérant, propriétaire : CH. SIEURAC.

En vente au Bureau du Journal :
RÉPONSE A M. GUIZOT, par Ch. Sieurac.
Prix : 25 cent.

MANUEL DE LOCUTIONS GRECQUES, ou Méthode pour bien faire les thèmes et les versions, par le même. Prix : 1 fr. 25 cent.

ODES PATRIOTIQUES au peuple, aux écoles, à la garde nationale et à Lamartine, par le même. Prix : 10 cent.

CHARLES - LE - TÉMÉRAIRE

LE DERNIER DES CHEVALIERS.

Poème national en huit chants, précédé d'une discussion sur la poésie,

PAR CH. SIEURAC.

PRIX : 3 FRANCS.

En vente à Paris, chez l'éditeur MASSON et au bureau du Journal; — à Beauvais, chez BALTHAZAR, libraire.